

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

15

DÉCHIFFREMENT

BONN, le 17 Octobre 1950 23 H.50

reçu le 16 à 1 heure

PRIORITE ABSOLUE

N° 5421/32

R E S E R V E

Réservé-

Des contacts que j'ai repris depuis mon retour à Bad-Godesberg et de l'entretien dont j'ai rendu compte avec le Docteur Blankenhorn (télégramme 5398), se dégagent les impressions suivantes .

Lein de se simplifier, depuis la fin de la Conférence de New-York, le problème de la participation de la République fédérale à la défense de l'Occident se complique pour nous avec le temps. Il n'est pas douteux que les Américains poussent leurs conversations et leurs études pour parvenir, dans un délai qu'ils se sont fixé , à la constitution, sous une forme ou sous une autre, de forces militaires allemandes. En l'absence de M. Mac Cloy j'ai fait ressortir hier soir au représentant politique américain à Bonn combien il était déplaisant qu'au moment où nous étions invités à accepter le seul principe de la formation de contingents allemands, des experts militaires américains, franchissant déjà l'étape suivante, passent à la préparation sur le papier de ces contingents en liaison avec les Autorités fédérales. Les prétentions allemandes ont, de leur côté, tendance à s'accroître. Le Chancelier, soutenu par M. Schumacher, manifeste son désir de nous placer en position de demandeurs, afin de pouvoir poser des conditions que le temps rendra toujours plus rigoureuses; la propagande neutraliste développée par les

Eu 44-55/A1/70

DÉCHIFFREMENT

les milieux protestants l'amènera d'ailleurs, pour obtenir la collaboration de son opinion, à élever le prix de la contribution allemande. Enfin, dans l'incertitude actuelle, les milieux nationalistes, les cercles d'anciens militaires, tant que n'est pas adoptée une solution qui déçoive leurs espoirs, relèvent la tête et intensifient leur action.

En face de ces difficultés, des éléments favorables sont cependant ^à enregistrer.

Il existe une analogie certaine entre la position de la France et celle de l'Allemagne Fédérale concernant la défense de l'Occident. L'une et l'autre ont le souci d'écarter à tout prix de leur territoire la possibilité d'une invasion et d'éviter de servir de champ de bataille; elles sont préoccupées de s'abstenir de toute provocation à l'égard des Soviets, avant que ne soit constituée une force occidentale véritablement digne de ce nom: c'est pourquoi les initiatives intempestives de M. Reuter, si les Américains y applaudissent, trouvent peu d'écho dans les milieux politiques de Bonn. Certes, le jour où l'Allemagne disposera d'une force armée et où elle sentira derrière elle la puissance américaine, elle sera tentée de provoquer des événements qui puissent amener la libération de ses territoires de l'Est et la reconstitution de son unité. Mais, en attendant, la grande majorité de son opinion, souhaite que la République Fédérale n'apporte sa contribution au développement des forces militaires européennes que quand celles-ci auront déjà atteint un certain niveau; et, pour cette raison, le principe de la priorité du réarmement français n'est

DÉCHIFFREMENT

pas discuté.

Le Chancelier dit vrai quand il affirme son souci d'éviter que la contribution allemande se traduise par une participation à une armée américaine. Il redoute que son pays n'ait à fournir l'infanterie et les troupes de choc d'une force offensive anti-communiste que les Etats-Unis mettraient sur pied en Europe. Les mêmes préoccupations existent dans notre opinion en ce qui concerne notre pays. M. Adenauer sollicite une initiative française qui écarte la menace de cette solution américaine qu'il redoute. Je considère qu'il est sincère dans l'expression de ce souhait, comme il l'a été et comme il le reste dans son adhésion au Plan Schuman. Il croit à une solution franco-allemande des problèmes qui se posent à l'Europe Occidentale, du problème militaire comme des problèmes économiques. Ce n'est pas à dire que l'on doive concevoir une armée occidentale dont les Américains seraient exclus et dont Français et Allemands fourniraient les forces principales. Pareille solution risquerait un jour de nous contraindre à nous battre, sinon pour le roi de Prusse, du moins pour la reconquête de la Prusse.

Quelle que soit enfin la pression qu'exercent sur lui les milieux industriels qui financent son parti, et les anciens cercles militaires, M. Adenauer a conscience que le retour au pouvoir de ces derniers consacrerait la ruine de la jeune démocratie allemande.

J'ai toujours pensé que nous devions empêcher à tout prix la reconstitution d'une armée allemande camouflée et c'est pourquoi j'ai dénoncé avec insistance le danger d'une police qui serait dotée

DÉCHIFFREMENT

-4-

d'un armement lourd et à laquelle l'industrie allemande fournirait son matériel et ses munitions. J'estime pour le même motif qu'il est impossible d'accepter la formation de contingents allemands qui puissent agir un jour de manière autonome; mais je ne crois pas que nous puissions nous cantonner dans une attitude purement négative. A repasser en mémoire l'histoire de ces dernières années, on en arrive à penser qu'en participant dès le début à une administration commune des zones occidentales, nous aurions eu plus de chance de faire triompher certaines de nos idées qu'en nous tenant obstinément à l'écart d'une bizonie dont il n'était pas en notre pouvoir d'éviter la formation. Pareille expérience ne doit pas être renouvelée. Je ne sais s'il dépend de nous d'éviter qu'Américains et Anglais préparent la contribution de forces allemandes à la défense de l'Occident. Si, comme je le crains, nous ne pouvons pas l'empêcher, nous aurons avantage à limiter les dangers en ne restant pas à l'écart, mais en posant et en faisant accepter nos conditions.

La formation d'une force militaire américano-allemande constituerait pour nous la solution la plus défavorable, je dirais même la plus dangereuse. Elle scellerait la solidarité des Etats-Unis et de l'Allemagne; elle amènerait par reconnaissance, les premiers à épouser les thèses de la seconde et la réorganisation de l'Europe de demain se ferait suivant les conceptions allemandes. Si l'on craint, d'autre part, les répercussions que la constitution d'une force occidentale peut avoir sur l'attitude des satellites en les

incitant à resserrer leur solidarité avec l'URSS, ce péril sera évidemment porté à son comble par la formation d'une force américano-allemande, tandis que les pays de l'Est trouveraient dans une participation de la France à une armée occidentale un certain apaisement à leurs craintes.

Je crois que ni les partis gouvernementaux allemands, ni les partis d'opposition ne refuseraient la participation de leur pays à une armée européenne intégrée, dans laquelle l'Amérique aurait d'importants contingents et dont le commandement suprême pourrait revenir à un Français. J'estime d'autre part que si la constitution d'une armée européenne était décidée, il serait essentiel de placer l'Allemagne en position de demandeur. Il semble enfin que le Gouvernement fédéral se contenterait pour l'instant de la proclamation d'un principe général, sans même que l'Allemagne fût expressément nommée. Je me permets dans ces conditions de revenir sur la formule que j'avais soumise au Département à mon récent passage à Paris et je me demande si nous ne pourrions pas, pour sortir des difficultés présentes, proposer nous-mêmes la création d'une armée européenne intégrée, à laquelle seraient admises à participer toutes les nations qui en feraient la demande ./.

Armand BERARD

DIFFUSION:

Pce de la République
Pce du Conseil
M. PARODI
M. de la TOURNELLE
M. CLAPPIER
M. de BOURBON-BUSSET
DUPLICATA